

Le gouvernement affirme n'avoir plus d'argent pour l'armée française... mais en trouve pour armer les rebelles syriens



Alors que le ministère de la Défense a dû procéder à 54 000 suppressions de postes au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy, les contraintes budgétaires fixées par François Hollande dans le but de « sauver l'euro » ont de fortes probabilités d'accélérer la destruction de nos armées.

LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES INTENABLES DE FRANÇOIS HOLLANDE

Pour que l'on juge du caractère proprement intenable de la situation, il faut savoir trois choses :

- **1°) les résultats obtenus par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) lancée par Nicolas Sarkozy ont abouti à des économies budgétaires cumulées d'environ 15 milliards d'euros sur 5 ans.** Je rappelle que c'est cette RGPP qui est à l'origine du non-remplacement de 1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite, de la fermeture massive d'écoles, de services hospitaliers, de postes, de commissariats de police, etc. Je souligne au passage que de nombreuses administrations commencent à être complètement désorganisées, des services entiers, dans les préfectures ou les administrations déconcentrées de l'État, n'étant désormais plus qu'imparfaitement assurés.
- **2°) nonobstant ces coupes extraordinairement drastiques, le déficit budgétaire de l'État n'a fait qu'empirer sous Nicolas Sarkozy.** Il s'agit de l'illustration de ce que j'ai maintes fois expliqué, dans mes conférences et entretiens, à savoir qu'il est puéril de croire que l'on réduit le déficit d'un État en coupant dans ses dépenses. Car un État n'a rien à voir avec un ménage de salariés, dont les recettes - les salaires - sont constants quelles que soient les dépenses du ménage. Les recettes d'un État (TVA, IR, IS et TIPP pour les principaux en France) dépendent étroitement de l'activité économique et si celle-ci dégringole, les recettes s'effondrent encore plus vite. Or si l'on coupe drastiquement dans les dépenses de l'État, notamment en période de crise, cela va contribuer à faire chuter l'activité économique, donc les recettes encore plus vite. Et l'on risque de voir se creuser encore plus le déficit que l'on prétendait combler.
- **3°) les orientations fixées par François Hollande - sur instruction de la BCE et de la Commission européenne - consistent à vouloir réduire les dépenses de l'État de 60 milliards d'euros au cours des 5 prochaines années.** Cela signifie que le chef d'État "socialiste" prétend qu'il va falloir faire 4 fois plus d'économies au cours des 5 prochaines années qu'au cours des 5 années écoulées. Dans les allées du pouvoir, dans les administrations, personne de sérieux ne sait comment de telles coupes à la hache pourraient être encore possibles.

LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE À TAILLER DE FAÇON INOUÏE DANS DES

PANS ENTIERS DE L'ARMÉE

Quoi qu'il en soit, c'est dans ce contexte général que le ministère de la Défense risque de voir son budget subir une nouvelle coupe sans précédent historique.

Des coupes tellement sévères que le lobby militaire - et peut-être le cabinet du ministre de la Défense lui-même - est parvenu à faire passer un cri d'alarme dans le magazine [Le Point publié sur le site le 14 mars 2013](#).

En résumé, les esquisses budgétaires pour le ministère de la Défense s'orienteraient actuellement vers deux hypothèses alternatives :

A) une "Hypothèse Y", qualifiée de "désastreuse" par l'auteur de l'article

- suppression de 30 000 emplois dans les armées et de 15 000 autres dans l'industrie de défense.
- l'armée de terre verrait disparaître sa capacité de projection.
- la question du maintien de la composante aérienne de la dissuasion nucléaire serait posée.
- de nombreux programmes d'équipements seraient retardés ou ajournés.
- la disparition de l'industriel d'armement terrestre Nexter est explicitement évoquée.

B) une "Hypothèse Z", qualifiée "d'apocalyptique"

- suppression de 50 000 suppressions d'emploi dans les armées (c'est l'équivalent de l'effectif total de l'armée de l'air) et de 50 000 emplois dans l'industrie de défense.
- "mise sous cocon" du porte-avions *Charles de Gaulle*, ou sa vente au Brésil ou à l'Inde.
- ces choix budgétaires consisteraient à ramener d'ici quelques années le budget de la défense d'environ 30 milliards à 20 milliards, à faire passer la part de la richesse nationale consacrée aux armées de 1,5 % du PIB à 1,1 %.



POURTANT, LE GOUVERNEMENT TROUVE L'ARGENT NÉCESSAIRE POUR JOUER LES SUPPLÉTIFS DE L'EMPIRE EURO-ATLANTISTE ET LIVRER DES ARMES AUX REBELLES SYRIENS !

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Alors que nous ne sommes plus en période de vaches maigres, mais de vaches moribondes, le gouvernement trouve quand même l'argent nécessaire :

- pour entretenir des centaines (des milliers ?) de "conseillers" en Afghanistan, contrairement aux intérêts nationaux de la France
- pour intervenir au Mali, après avoir créé le chaos en Libye
- et même, c'est la nouvelle du jour, pour livrer des armes aux rebelles syriens

On a appris en effet, ce 14 mars également, que les gouvernements français et britannique vont demander d'avancer la prochaine réunion de l'Union européenne sur l'embargo sur les armes pour la Syrie et, à défaut d'unanimité, décideront à titre national d'en livrer aux rebelles.

C'est ce qu'a [annoncé](#) le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, en osant justifier ce viol programmé de nos engagements européens, par l'assurance que « la France est une nation souveraine. »

CONCLUSION : CYNISME ET ASSERVISSEMENT

Décidément, chaque jour qui passe témoigne du cynisme éhonté du prétendu "gouvernement français" et de son asservissement le plus total aux orientations états-uniennes.

- **Washington exige que la France « sauve l'euro », afin de préserver le glacis géopolitique que les Etats-Unis se sont assuré sur le continent européen ?**

Alors notre prétendu "gouvernement français" obéit au claquement de doigt et est prêt, s'il le faut, à détruire toute la nation française, depuis nos acquis sociaux et notre niveau de vie jusqu'à notre industrie, en passant par notre armée, et tous nos services publics.

- **Washington exige que la France « sauve le peuple afghan », que l'on « sauve le peuple libyen », que l'on « sauver le peuple syrien », afin d'assurer sa domination mondiale par des pays satellites**

Alors notre prétendu "gouvernement français" obéit au claquement de doigt et est prêt, s'il le faut, à dépenser des sommes considérables soudain trouvées dans le budget de l'Etat, et est prêt à piétiner les traités européens dont il nous assure au même moment que ce serait être "extrémiste" que de vouloir les dénoncer juridiquement.



Toute l'histoire du monde en témoigne : lorsque des dirigeants versent dans un tel cynisme et un tel

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
asservissement à des intérêts étrangers, et au mépris des intérêts les plus fondamentaux du peuple, c'est que leur chute n'est plus très loin.

Comme disait les anciens romains, "*Quos vult perdere Jupiter dementat*".

C'est-à-dire : "Jupiter commence par rendre fous ceux qu'il veut perdre".

François ASSELINEAU